

Marocains de Libye : d'un enfer à l'autre

■ A l'image des 14 000 Marocains rapatriés jusqu'à présent, Azzedine, Youssef sont les rescapés d'une guerre civile qui les a dépouillés de tous les biens

■ Rentrés au Maroc, la plupart n'ont ni logement ni emploi et les efforts déployés par l'Etat restent insuffisants.

■ Nombre d'entre eux, n'ayant rien à faire au Maroc, souhaite retourner en Libye par la suite.



Azzedine Mogadem, aujourd'hui 48 ans, a quitté le Maroc pour la Jamahiriya en 1994. Fort d'un diplôme en dessin industriel et alors que les portes de l'Europe lui sont fermées, il tente l'aventure libyenne. «Je n'ai jamais eu de problème à travailler en tant que dessinateur industriel comme freelance ou dans des entreprises dans les principales villes libyennes», raconte ce natif de Casablanca. Malgré les différences culturelles entre les deux pays, Azzedine s'adapte à la vie dans le pays de Mouammar Kadhafi. Il se marie avec une Marocaine, et ses trois enfants, dont l'aîné est aujourd'hui âgé de 11 ans, voient le jour en Libye. Avec un salaire mensuel de 20 000 DH, Azzedine loue une belle maison, équipée dernier cri. Il inscrit ses enfants

dans une école privée et se paie même le luxe de leur donner des cours de soutien à domicile, administrés par des étudiants libyens. Azzedine possède également une voiture et se déplace en avion quand il s'agit de missions dans des villes trop éloignées de Tripoli.

En 2007, son entreprise l'envoie pour de bon à Tobrouk, dans l'Est du pays. Il décide d'installer sa famille à Zenten, une petite ville située à 160 km à l'ouest de Tripoli. Les habitants y sont respectueux des étrangers, surtout quand ce sont des familles. Des dizaines de familles marocaines y ont d'ailleurs élu domicile et se sont constituées en association. Azzedine était, jusqu'au déclenchement de la guerre, le secrétaire général de cette association. «Je ne pouvais pas laisser ma famille à Tripoli. J'avais une voiture et c'était très mal vu par les Libyens. Il fallait

toujours garer sa voiture dans son parking sinon on te la volait ou on la brûlait. Même en temps de paix, on accusait les émigrés qui commençaient à montrer des signes de prospérité de voler l'argent du pays», explique-t-il. Dans un pays géré sans Constitution et où le «Livre vert» guide la Révolution libyenne, les abus sont légion, surtout vis-à-vis de la population immigrée. «Le corps de la police est constitué d'ex-criminels qui agissent comme une milice. Ils peuvent confisquer argent et téléphones portables et n'hésitent pas à tabasser les récalcitrants, même en temps de paix. Bien sûr, ils adoptent une tout autre attitude à l'encontre des citoyens libyens», raconte Azzedine.

Tout commence à Benghazi

L'homme travaille dur à Tobrouk. Il voit sa famille deux fois par mois, mais il est satisfait de sa situation. «Je n'aurais jamais rêvé les mêmes condi-

tions au Maroc», insiste-t-il. Tout va cependant changer avec les premières émeutes, le mardi 15 février. De violents incidents ont éclaté dans la nuit à Benghazi, où plusieurs centaines de personnes ont affronté des policiers renforcés par des partisans pro-gouvernementaux, rapportent des témoins et des médias locaux. L'arrestation d'un militant des droits de l'homme dans cette ville côtière de l'Est libyen a servi de déclencheur. Azzedine, qui était à Tobrouk ce jour-là, croyait que c'était un simple fait divers et que tout allait rentrer dans l'ordre. Mais les événements s'accélérent. Des dizaines de manifestants tombent sous les balles des forces de l'ordre et les émeutes tournent à la guerre civile. «Lundi 21 février, j'ai pris la route pour regagner Benghazi afin de rallier le consulat marocain. La ville était déjà en ruine. Il y avait des milices d'Africains subsahariens sous les ordres du ré-

PRÈS DE 100 000

MAROCAINS SE TROUVENT

ENCORE EN LIBYE À

L'HEURE ACTUELLE.

CHAQUE JOUR, 60 À 80

D'ENTRE EUX FUIENT LE

PAYS EN EMPRUNTANT LA

FRONTIÈRE TUNISIENNE

gime qui tiraient sur tout ce qui bougeait. Je suis resté avec des concitoyens marocains dont l'un possédait un grand restaurant de la place. Les fonctionnaires du consulat nous répétaient qu'ils allaient nous trouver une solution afin de regagner Tripoli. Nous sommes restés plus de deux semaines à Benghazi. En vain ! J'ai assisté à des scènes horribles, surtout quand les forces de Kadhafi ont attaqué la ville. Nous avons pris la fuite en compagnie d'autres Marocains, avec l'entrée en scène des forces de l'Otan, le 19 mars dernier», se souvient Azzedine.

Le groupe se dirige tout d'abord vers Ajdabiya, à 150 km de Benghazi. Pour ce faire, ils ont loué un taxi et ont dû débours pas moins de 2 000 dirhams par personne. Dix jours plus tard, ils ont dû détalier quand les forces de Kadhafi ont commencé à pilonner la ville, en utilisant les fameux missiles Grade. Entretiens, Azzedine n'avait plus de nouvelles de sa femme et de ses trois enfants puisque les communications ont été coupées à l'intérieur de la Libye. «Je téléphonais à ma sœur au Maroc. C'est elle qui me donnait des nouvelles de ma petite famille. C'était une période très dure», se rappelle-t-il, non sans une certaine douleur.

Mourir en Libye plutôt que revenir au bled

La famille d'Azzedine a eu de la chance. Des familles marocaines de Zenten se sont regroupées et se dirigent tout d'abord vers Tripoli, avant de partir pour la frontière tunisienne et regagner Tunis. Ils font partie de ceux qui ont eu la chance de regagner Casablanca. «Nous avons tout laissé derrière nous : maison, mobilier, voiture et argent puisque les banques étaient fermées. Sur la route, vers le point de passage de Rass Ajdir, la police libyenne a confisqué l'argent et les téléphones portables de ma femme et des autres Marocains», ajoute Azzedine. Lui s'est directement dirigé vers la frontière égyptienne, vers le poste frontalier d'Assaloum, dès qu'il a su que sa famille était hors de danger. De là, grâce à l'assistance du Croissant rouge marocain, il a parcouru 600 km jusqu'au Caire, avant de prendre l'avion vers le Maroc.

Azzedine peut se considérer comme chanceux. D'autres ont tout simplement péri, comme ce Marocain qui travaillait dans un atelier à Ben-

Questions à



MOHAMED AMEUR
■ Ministre délégué chargé de la communauté marocaine à l'étranger

■ La Vie éco : Quelles sont les actions entreprises par votre ministère afin de venir en aide aux ressortissants marocains en Libye ?

■ L'action la plus importante a été d'organiser l'évacuation des ressortissants marocains résidant en Libye depuis le déclenchement des violences dans ce pays. Vous avez pu suivre son déroulement, un pont maritime et aérien a été établi pour rapatrier nos concitoyens qui ont exprimé le désir de quitter la Libye. Un camp a été monté à la frontière tuniso-libyenne pour regrouper les réfugiés par voie terrestre avant de les acheminer par avions vers le Maroc. De même qu'à la frontière avec l'Egypte d'où quelques centaines de Marocains ont pu fuir les hostilités avant de regagner le Maroc.

■ Combien de Marocains ont été rapatriés à ce jour ?

■ Environ 14 000 ont bénéficié de

«Trouver un logement et du travail pour 14 000 personnes d'un seul coup est quasiment impossible»

ce dispositif. Près de 12 000 d'entre eux ont été évacués à la charge de l'Etat marocain. Cela représente une facture de près de 130 millions de dirhams, englobant également les frais de rapatriement des ressortissants marocains d'autres pays arabes et africains sujets à des troubles politiques.

■ Qu'en est-il des citoyens qui se trouvent encore en Libye ?

■ Ils sont entre 80 000 et 90 000 à être toujours en Libye. En raison des opérations militaires qui touchent certaines régions dans l'ouest du pays, les services consulaires marocains en Tunisie enregistrent un afflux quotidien d'environ 60 à 80 Marocains fuyant par voie terrestre les zones de combat. Le consulat marocain à Tripoli fait état de quelques dizaines de demandes de rapatriement qui ne peuvent malheureusement être satisfaites en raison du blocus imposé par l'Otan sur cette région.

■ Avez-vous enregistré des morts marocains, victimes de la guerre en Libye ?

■ Hélas, oui. Quatre cas de décès

due à la violence ont été déclarés. Les familles au Maroc en ont été avisées.

■ Que va faire l'Etat pour aider les Marocains revenus au pays natal, la plupart sans le sou ?

■ Le plus urgent et le plus vital a été de sauver les vies. Toutes les demandes, ou presque, exprimées dans ce sens ont été satisfaites. Nous nous appliquons à répondre aux autres besoins des rapatriés dans la mesure de nos moyens. Trouver un logement et du travail pour 14 000 personnes d'un seul coup est une tâche très difficile, pour ne pas dire impossible, dans les conditions économiques actuelles.

Pourtant, des solutions sont activement recherchées. Plus de 800 demandes de logement ont été satisfaites sur les quelque 4 000 enregistrées. Environ 500 personnes ont obtenu un emploi temporaire. Des dizaines d'aides indirectes, sous forme de prise en charge de soins médicaux, de bourses d'études, d'inscriptions scolaires et universitaires, de remboursements de frais de transport, etc, ont été octroyées.

■ Y-a-t-il une synergie entre les différents départements ministériels afin de concocter une stratégie ciblant la prise en charge des Marocains de retour de Libye ?

■ Bien évidemment. Une réunion dans ce sens a été présidée par le Premier ministre le 31 mai dernier. Des instructions ont été données pour activer la mise en place d'un plan d'aide aux rapatriés dans le cadre de la solidarité nationale. Les départements concernés, et nous le sommes tous en fait, sont en concertation permanente pour trouver les formules et dégager les ressources nécessaires à la concrétisation de ce plan d'urgence.

■ Etes-vous en contact avec le gouvernement libyen et le Conseil national de transition afin de défendre les intérêts des citoyens marocains établis en Libye ?

■ Le ministère des affaires étrangères fait de son mieux pour l'intérêt des ressortissants marocains en Libye. Il emploie les voies diplomatiques qu'autorise une situation aussi complexe que celle de ce pays frère

ghazi, brûlé vif par les mercenaires de Kadhafi. Un autre a été tué à Al Bayda. Répondant au nom de Mohamed Moka-

AZZEDINE, PÈRE DE DEUX ENFANTS, AUJOURD'HUI CHAFFEUR DE TAXI : «JE CONNAIS PLUSIEURS MAROCAINS REVENUS DE LIBYE QUI VIVENT DANS LA RUE À KHOURIBGA, À KELAÂT SRAGHNA, SIDI KACEM... IL FAUT QUE L'ETAT NOUS GARANTISSE UN MINIMUM DE DIGNITÉ»

dem Ansari, il est mort à 21 ans. Soudeur de son état, il était originaire de la ville de Nador. Il a été enterré à Ben-

ghazi, où réside sa famille. «Dans l'avion de retour, j'ai rencontré une jeune fille de Misrata qui a perdu ses parents et ses frères lors du siège de la ville par les forces gouvernementales. Native de Libye, elle a pour seule famille une lointaine tante, qui vit à Benslimane», nous apprend Azzedine.

Misrata : ville martyre, attaquée chaque jour par les forces loyalistes à Kadhafi et qui n'a jamais échappé aux mains des rebelles. Youssef, 27 ans, y a vécu pendant plus de six ans avant de revenir à Casablanca, dans le quartier de Sidi Moumen où vivent encore ses parents. Aujourd'hui sans emploi, il a toujours la tête là-bas, à Misrata, où il était gérant de café. «Début mars, les rebelles ont envahi la ville. J'ai été enlevé par des rebelles cagoulés avec une vingtaine d'autres personnes. Ils nous ont roués de coups afin d'avoir des informations sur le propriétaire de la maison où je résidais. Quatre jours plus tard, j'ai été relâché», rapporte Youssef, qui

a pu une semaine plus tard prendre l'un des deux bateaux dépêchés par le Maroc pour rapatrier nos citoyens.

En fait, le nombre des victimes marocaines est difficile à connaître puisque la majorité des Marocains se trouvent encore en Libye. Ils seraient encore entre 80 000 et 100 000. Les Marocains résidant en Libye viennent essentiellement de couches sociales défavorisées. «La majorité a décidé de rester là-bas, quitte à y mourir, pour la simple raison qu'ils n'ont rien au Maroc. Ils préfèrent mourir plutôt que de tout abandonner pour braver l'inconnu. Ils savent bien ce qui les attend au bled», ajoute Azzedine.

Une fois de retour à Casablanca, la famille d'Azzedine va se séparer. Sa femme et ses enfants s'installent à Hay Mohammadi chez la belle famille d'Azzedine. Quant à lui, il réside chez sa mère à El Fida. Il a la chance d'avoir un permis de taxi, obtenu avant son départ en Libye, qui lui

permet aujourd'hui de gagner sa vie. Les enfants ont été inscrits à l'école avec le même niveau de scolarité qu'ils avaient à Zenten. «Je suis parti à Rabat au ministère des MRE. Ils nous ont demandé une photocopie du passeport et on nous a promis un logement. On attend toujours. Je connais plusieurs Marocains revenus de Libye qui vivent dans la rue à Khouribga, à Kelaât Sraghna, Sidi Kacem... Il faut que l'Etat nous garantisse un minimum de dignité en ces temps difficiles. Il devrait aussi défendre nos intérêts auprès de la Libye. Nous avons tout laissé derrière nous», conclut-il, rageur. Les histoires de Marocains revenus de l'enfer libyen se ressemblent toutes, autant par les difficultés rencontrées pour rallier le pays natal, que par l'indifférence affichée par les autorités à leur égard. Victimes d'agressions en Libye, dépouillés de leurs biens, ils espèrent beaucoup de leur pays d'origine... ■

HICHAM HOUDAÏFA